



# Le Lien Picard

## L'urgence sociale

*Le mouvement qui traverse notre pays témoigne d'une profonde crise sociale, politique, démocratique. La colère qui s'exprime condamne les politiques menées depuis plusieurs décennies et qui ont conduit à désintégrer la société française.*

*Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont toujours rien compris : Même s'ils sont contraints à quelques reculades, le cap libéral et l'austérité sont maintenus.*

*C'est donc bien dans les entreprises et sur les lieux de travail que nous devons continuer à discuter avec nos collègues pour amplifier le rapport de force nécessaire en faveur du progrès social pour une réelle augmentation des salaires dans le privé et le public, et une revalorisation des pensions.*

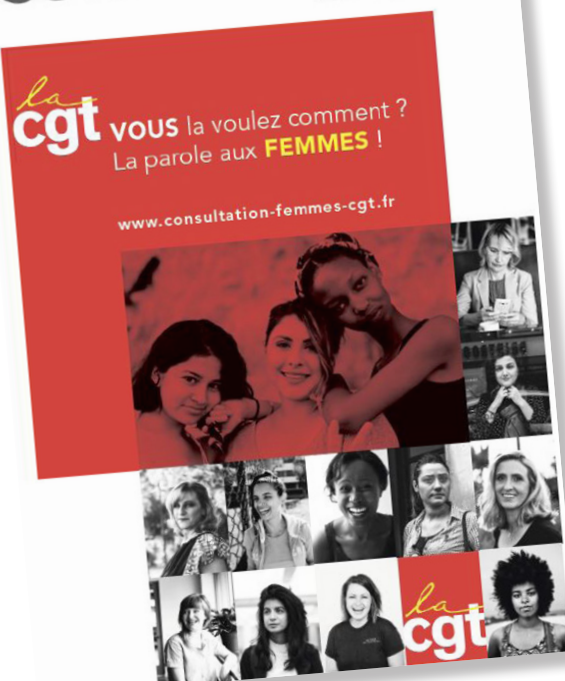
*Tant que le travail et les cotisations sociales seront considérés comme un coût ou des charges, il y a peu de chances que l'on réponde durablement aux besoins qui s'expriment. Alors que c'est bien le travail et lui seul, qui crée les richesses et non le capital qui n'est que du travail non payé et alors que ce sont les cotisations sociales qui soutiennent le modèle social extraordinairement progressiste qui avait sorti les travailleurs de l'insécurité en construisant une solidarité par la Sécurité sociale, dont les retraites.*

*Aujourd'hui, il est urgent d'ouvrir des perspectives sociales et économiques, prenant en compte les défis environnementaux. Il est nécessaire de construire un monde commun à l'entreprise et la société qui s'appuie sur un développement économique et industriel. Un monde qui refuse les inégalités insupportables, où chacune et chacun pourra vivre de son travail, bénéficier d'une nouvelle mise en sécurité sociale professionnelle et de santé, de services publics de proximité, accéder à l'éducation, la santé, la culture, l'eau, l'énergie, les transports, les loisirs...*

*Ce nouveau monde peut naître. A nous d'y œuvrer. C'est tout ce que je nous souhaite pour 2019 !*

Frédérique Landas

GRANDE  
**CONSULTATION**  
NATIONALE



**LE LIEN PICARD N° 33**



Journal trimestriel  
du Comité Régional CGT Picardie  
ISSN 2112-3802  
PRIX : 0,50 €  
N° CPPAP : 0721 S 08349

Directrice de la publication :  
Frédérique LANDAS  
Imprimé par Polyservices - Beauvais



**ECHO DES  
PROFESSIONS**  
PAGE 2 ET 3

**QUALITÉ DE VIE  
SYNDICALE  
FORMATION**  
PAGE 4 ET 5

**FOCUS  
ECO**  
PAGE 6

**LUTTES  
EN PICARDIE**  
PAGE 7

**ACTIVITÉS  
SOCIALES ET  
CULTURELLES**  
PAGE 8

**Pour nous rejoindre : Comité régional CGT Picardie - 39, rue Chabannes - 80000 AMIENS**

Téléphone : 03 22 33 35 00 - E-mail : picardie@cgt.fr - <http://crpicardie.reference-syndicale.fr/> Comité régional CGT Picardie

### Interview de Jean Olivier Louisin, coordinateur régional Santé, Action Sociale,

nouvellement nommé, suite au départ en retraite d'Alain Mougas.



*Quel est ton parcours syndical ?*

Je me suis syndiqué en 2008, je suis assistant social en pédopsychiatrie à l'hôpital Prémontré, secrétaire général adjoint du syndicat CGT Prémontré, secrétaire à l'USD de l'Aisne. Suite au départ d'Alain Mougas, j'ai pris le relais de la coordination régionale en janvier.

*Comment vois-tu ton mandat de coordinateur régional ?*

Il faut recréer du lien entre les trois USD, rassembler les forces en présence, recréer une dynamique régionale dans chaque département, en assurant des réunions tous les deux mois dans chaque département à tour de rôle. Il faut avec le comité régional, travailler au maillage territorial, prendre en compte l'ensemble des questions de santé avec ce que porte la CGT, retravailler une offre de soins sur le territoire Hauts-de-France.

*Comment se fait le travail avec les camarades des Hauts-de-France ?*

Pour l'instant, l'urgence est de reconstruire le maillage territorial picard. Nous n'avons pas encore de lien direct avec les camarades de la santé du Nord et du Pas-de-Calais, pas encore de vision commune, par manque de temps essentiellement.

### Un système de santé qui va mal !

La feuille de route du gouvernement pour les 5 années à venir est on ne peut plus claire : réaliser des économies sur l'assurance maladie avec une progression des dépenses ONDAM (Objectifs Nationaux des Dépenses d'Assurance Maladie) contenue à 2,3% par an alors que la simple reconduction de l'existant nécessiterait un ONDAM supérieur à 3,5%. La loi de Finances de la Sécurité Sociale votée cet automne confirme ces objectifs et oblige à un plan d'économies massives dont les pierres angulaires sont la fuite en avant vers le tout ambulatoire et la concentration de l'offre de soins dans les grands centres urbains et les gros établissements, au détriment des territoires ruraux.

Le PRS (Plan Régional Santé) voté cet été, qui est une orientation stratégique régionale découlant des orientations nationales du PLFSS, (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) continue les restructurations en cours et ne répond pas aux urgences connues ces derniers mois dans la région : par exemple dans l'Oise, deux maternités sont menacées : A Clermont, des manifestations sont régulièrement organisées. A Creil, succédant aux manifestations, une votation citoyenne s'est exprimée en faveur du maintien du service à 99%. Partout des services sont en grandes difficultés comme dans les services d'urgences, la cardiologie, la psychiatrie (l'exemple des Pinel), la pneumologie, les EPHAD ou encore la suppression de 5 blocs de chirurgie à Saint-Quentin.

La CGT lutte aux côtés des salariés, des patients pour le développement d'une santé qui réponde aux besoins des usagers et non aux injonctions économiques qui caractérisent ce gouvernement et sa politique libérale à outrance.

2

Ventes solidaires de la coopérative SCOP TI.  
A ce jour 400 boîtes de thés et infusions vendues  
Merci à tous de votre solidarité, continuez à consommer  
les produits 1336 et n'hésitez pas  
à les recommander autour de vous !  
Disponible au comité régional CGT Picardie

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE PROVENÇALE  
DE THÉS ET INFUSIONS

www.scop-ti.com

1336  
"Éveille les consciences  
réveille les papilles"

DÉCOUVREZ LES THÉS ET INFUSIONS  
DE LA COOPÉRATIVE FRANÇAISE SCOP TI

ARÔMES NATURELS

## L'AFPA Picardie menacée par un projet de réorganisation mortifère.

A la demande du gouvernement, la direction de l'AFPA projette une destruction massive de l'organisme de formation professionnelle pour les adultes : 38 centres de formation sont promis à la fermeture sur tout le territoire national et 1541 postes en CDI doivent être supprimés.

L'impact pour la région Picardie est très significatif. La fermeture du centre AFPA de Beauvais est programmée à horizon 2020, l'arrêt d'un grand nombre de spécialités de formation dans tous les centres picards est aussi en projet : logistique, entretien bâtiment, travail du bois, équipement et maintenance en génie climatique, usinage et soudage, froid et climatisation, informatique et secrétariat, hôtellerie et restauration, distribution, service à la personne... De nombreux demandeurs d'emploi ne pourraient plus se former, trop éloignés de toute offre de formation sur le territoire.

Ce projet est d'autant plus absurde qu'il ne contient aucun axe de développement. Pire ! Il réduit la possibilité de se qualifier vers des métiers porteurs comme l'aide à domicile ou les métiers liés à la transition énergétique.

Le département de l'Oise est le plus impacté par cette baisse drastique d'offres de formation, sa capacité étant diminuée de plus de moitié. La réduction d'effectif est tout aussi dévastatrice : plus de la moitié des salariés risque d'être licenciée.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO et Sud s'est mobilisée pour soutenir le personnel et interpeller les élus politiques locaux

et régionaux contre ce projet de destruction de l'AFPA, nuisible à tous les citoyens, privés d'emploi, précaires comme salariés.

La manifestation, réunissant près de 2000 salariés à Paris le jeudi 6 décembre, a été très suivie par les grévistes picards, qui se sont aussi déplacés en masse. Reçue en premier lieu par un conseiller de la ministre du travail, la délégation intersyndicale a exigé que l'État prenne la mesure de la situation. C'est après insistance que le directeur de cabinet de Murielle Pénicaud a finalement accepté de programmer un nouveau rendez-vous, le vendredi 14 décembre à 15H.

La CGT affirme que l'AFPA est un outil irremplaçable pour répondre aux besoins des actifs et aux exigences du développement des territoires, en proposant des formations de qualité, animées par des formateurs issus du terrain, qui offrent d'excellents taux de retour à l'emploi ; ce sont aussi des services d'accompagnement, d'hébergement et de restauration qui permettent de sécuriser les chances de s'insérer sur le marché du travail.

Créée il y a 70 ans, l'AFPA a démontré son efficacité et son utilité sociale. Il est inconcevable, à l'heure où la politique macronienne se vante de vouloir lutter contre le chômage, de détruire un service public qui a formé un actif sur huit. C'est pourquoi la CGT AFPA revendique le maintien du maillage territorial, les services associés et l'ensemble de son offre de formation pour l'émancipation et la formation qualifiante de tous.



### Formation « Prise de mandat administrateur CGT d'une caisse de Sécurité Sociale »

Trop souvent dans la CGT nous sollicitons un.e camarade pour un mandat, nous lui donnons ce mandat et au mieux nous lui proposons une réunion de temps en temps. Pour remédier à cette mauvaise pratique et dans le cadre de la charte de l'élu.e et mandaté.e, le secrétariat du Comité Régional a décidé de former ses mandatés.

Ainsi le stage « prise de mandat administrateur CGT d'une caisse de Sécurité Sociale » s'est tenu les 11 et 12 septembre dernier dans les locaux de la CMCAS (locaux sociaux d'ex EDF)

à Amiens. Christian LETELLIER, administrateur CNAV et militant confédéral, était l'intervenant des 2 jours.

Les stagiaires ont échangé sur leur mandat, certains avaient de l'expérience, d'autres débutaient.

Au programme :

- Sécurité Sociale, protection sociale, c'est quoi la différence ?
- Repères historiques
- Financement de la Sécurité Sociale
- Être conseiller ou administrateur CGT, pour vous c'est quoi ?

- Quels moyens pour les conseillers et administrateurs ?
- Le paritarisme, les commissions
- L'action sociale CARSAT, Maladie, le contentieux
- La campagne CGT reconquête de la Sécurité Sociale

À la fin du stage, toutes et tous ont souhaité garder le contact et être réunis plusieurs fois dans l'année.

Le même stage est programmé en 2019, les dates seront prochainement communiquées.

### Journée d'étude : Mobiliser pour négocier sur le CSE

*Le Comité Régional, avec la Confédération, organise une journée d'étude le 24 janvier 2019 à Montdidier (au centre des 3 DOMS)*

Sont conviés à cette journée les membres des commissions exécutives des UD, des UL, les responsables régionaux des professions et les responsables des syndicats.

Ce n'est pas une énième formation CSE, que certains ont déjà eu, c'est plutôt un « cadrage » syndical : au vu des négociations qui ont déjà eu lieu sur le CSE

il est apparu important de revoir quelles revendications nous portons et quels sont les points de vigilance à avoir. Evidemment cela permet de ré-aborder au passage des points juridiques des ordonnances qui ne sont pas encore totalement appréhendés par les militants.

La journée se déroulera en 2 thèmes :

#### 1 : Rappel des différents accords

- L'accord sur le périmètre de mise en place du CSE
- Le PAP (Protocole d'Accord Préélectoral)
- L'accord sur le fonctionnement du CSE
- Durée, chronologie et accords mixtes

#### 2 : Revendications CGT

- La mise en place du CSE
- Le fonctionnement et les moyens du CSE
- Les commissions du CSE
- Les représentants de proximité

4

### Formation « Travail et Handicap »

Le Comité Régional organise un stage autour de la prise en compte du handicap dans l'entreprise les 7, 8 et 9 janvier 2019 à Amiens avec le soutien du pôle « activité handicap » confédéral. Le camarade Sylvain Marsaud, animateur confédéral, sera l'intervenant de ces 3 jours.

Lors de ce stage, nous verrons : inaptitudes et maintien dans l'emploi, stratégie CGT, négociation collective et handicap, accord handicap, etc.

Nous aurons une intervention de l'AGE-FIPH et finirons par un débat autour de 2 courts-métrage confédéraux un premier sur le handicap au cours de l'histoire de l'humanité et le second sur la contribution de la CGT depuis sa créa-

tion, dans l'amélioration de la situation des personnes handicapées.

Une deuxième partie sera programmée sur la question des Risques Psycho-Sociaux (RPS), il n'est pas obligatoire d'avoir fait le 1<sup>er</sup> stage pour s'y inscrire. Les dates seront prochainement communiquées.



## Handicap, en parler pour agir

Le Comité Régional CGT de Picardie a décidé d'aider les militants à traiter des questions du handicap, dans leurs entreprises voir à l'extérieur. Il s'est rapproché de l'AGEFIPH afin d'établir un partenariat.

Les représentants du personnel tiennent un rôle majeur au sein de l'entreprise qui leur permet notamment :

- De jouer un rôle central dans la concertation et la négociation avec l'employeur pour élaborer des accords ou rechercher des solutions dans les problématiques individuelles ;
- D'effectuer une veille en direction des salariés devenant inaptes pour anticiper la recherche de solutions et ainsi éviter leur exclusion du collectif de travail ;
- De faciliter l'intégration d'une personne en situation de handicap.

Le Comité Régional va déployer plusieurs actions tout au long de l'année 2019, elles feront l'objet d'un article de fond dans le prochain numéro du Lien Picard.

Dans un premier temps, voici les coordonnées de l'Agefiph Hauts-de-France et de ses partenaires dans les départements picards.



Dans le cadre de la fusion des régions, la Délégation Régionale «Hauts-de-France» évolue en devenant une seule et même entité, tout en conservant ses antennes de Amiens et Lille pour rester au plus près de chez vous.

Afin de vous répondre dans les meilleurs délais, nous centralisons la réception de l'ensemble des dossiers sur le site d'Amiens.

### AMIENS

3 rue Vincent Auriol - CS 64801  
80048 Amiens cedex 1  
Tél : 0 800 11 10 09  
Fax : 03 22 54 26 85

### LILLE

27 Bis rue Du Vieux Faubourg  
59040 Lille cedex  
Tél : 0 800 11 10 09  
Fax : 03 20 14 57 39  
site internet: <https://www.agefiph.fr>  
mail : [hauts-de-france@agefiph.asso.fr](mailto:hauts-de-france@agefiph.asso.fr)

## Coordonnées des partenaires de l'AGEFIPH dans les départements picards

### Cap emploi

#### Département de l'Oise IPSHO 60

Centre des Tanneurs  
7 rue des Tanneurs  
60000 Beauvais  
contact@capemploi60.org  
Tél : 03 44 15 66 66  
Fax : 03 44 15 66 69

#### Département de la Somme ALIHANSE

Bâtiment CERCIS  
Centre Oasis Dury Allée de la pépinière  
80044 Amiens CEDEX 1  
accueil@capemploi80.com  
Tél : 03 22 38 16 37  
Fax : 03 22 95 08 65

#### Département de l'Aisne AASIMH-02

85 Bd Jean Bouin  
02100 Saint-Quentin  
contact@aasimh.fr  
Tél : 03 23 08 40 20  
Fax : 03 23 05 88 66

### Maison Départementale des Personnes Handicapées

#### Conseil Général 02

Route de Besny  
02000 Laon  
Tél : 03 23 24 89 89  
Fax : 03 23 24 89 65  
mdph@cgo2.fr

#### Conseil Général 60

1 rue des Filatures  
Espace Saint-Quentin  
60000 Beauvais  
Tél : 0 800 89 44 21  
contact@mdph.cg60.fr  
[www.mdpn.oise.fr](http://www.mdpn.oise.fr)

#### Conseil Général 80

1 Boulevard du Port  
80000 Amiens  
Tél : 03 22 97 24 10  
ou 0810 119 720 mdph@somme.fr

# Pas d'effet « Hauts-de-France » en Picardie

La situation économique est restée difficile en Picardie en 2017. En effet, la reprise de l'emploi salarié marchand est très limitée (+0,5%), loin des +1% du Nord-Pas-de-Calais et des +1,6% du niveau national. Cela s'explique par une nouvelle baisse des effectifs de l'industrie (-0,7%) et de la construction (-0,3%) et par une hausse beaucoup plus modérée qu'ailleurs de l'emploi dans les services marchands (+1,2%), dont, notamment, une progression plus limitée de l'intérim (+4,7%).

Ce ralentissement de la hausse de l'intérim tient au développement des autres formes de précarité. Cela se traduit par une progression de 3,0% en 2017 du nombre des sans-emplois (catégories ABC) inscrits à Pôle Emploi, avec une pointe de +4,3% dans la Somme où l'emploi salarié marchand a pourtant augmenté de 1,1% sur l'année, poussé essentiellement par l'intérim (+7,2%).

Cela confirme la précarité des emplois créés en Picardie et la fragilité de sa situation économique. Ce constat est renforcé par le prolongement de la crise du logement puisque le nombre de permis de construire délivrés et de logements mis en chantier ont de nouveau diminué, respectivement de -2,8% et -4,5%, en complète opposition aux tendances nationale et régionale en Hauts-de-France.

Par conséquent, travailler et se loger est toujours aussi difficile en Picardie. Mais cela est masqué par la diffusion de données des Hauts-de-France, laissant croire que tout le territoire va mieux.

Ainsi, contrairement à ce que veulent nous faire croire les élus et hauts fonctionnaires tournés vers le Nord, la métropole lilloise n'a pas d'effet d'entraînement sur la Picardie, tout comme elle n'en avait déjà pas autrefois sur la côte d'Opale et le bassin minier. Le développement de Lille s'est fait au contraire au détriment de ces territoires, en creusant les inégalités. Cette façon de procéder semble s'étendre à la Picardie

*L'intégralité de la lettre d'information INSEE CGT Picardie, à retrouver sur le site.*




## Quelques Chiffres en Picardie



**1 934 300** habitants, début 2018



**7 630** logements autorisés en 2017,  
une baisse de 2.8% par rapport à 2016

En 2017, le nombre de défaillance d'entreprises a diminué en Picardie de **16%**  par rapport à l'année 2016



# Luttes en Picardie

## Syndicaliste, pas raciste !

Ludovic Mourault, militant de la CGT au sein de plusieurs instances, délégué du personnel et délégué syndical de la Mission Locale du grand plateau picard (St-Just en Chaussée) était convoqué courant octobre en vu d'un licenciement pour faute grave. 200 camarades sont venus le soutenir lors de cet entretien. Début novembre, son employeur porte plainte pour menace de mort et injure raciste, il est convoqué à la gendarmerie de Maignelay-Montigny. Une nouvelle fois, les camarades se mobilisent pour le soutenir ainsi que des élus locaux. Ludovic est connu pour son

honnêteté et son engagement dans la défense des droits de tous les salariés, quelque soit leur origine, leur nationalité ou leur religion.

Ces procédures sans fondement réel, criminalisent une fois de plus un syndicaliste. En Picardie comme ailleurs en France, les employeurs, aidés et poussés par le gouvernement, s'attaquent à celles et ceux qui défendent l'intérêt des salariés dans les entreprises.

La prochaine étape doit être une confrontation entre Ludovic, le directeur de la Mission Locale et un témoin.



**Le point de vue de Ludovic Mourault**

« Nous sommes bien dans un processus de

criminalisation de l'action syndicale, pourtant dénoncée par l'observatoire de la répression et de la discrimination syndicale ! Exemple : les condamnations pour délits d'entrave à l'action syndicale ont été divisées par trois alors que les cas de répressions syndicales se multiplient en très grand nombre.

Casser du militant, créer des peurs de se syndiquer, freiner la syndicalisation ; dans l'objectif d'empêcher les salariés de s'organiser, d'exprimer leurs opinions syndicales, de revendiquer. Militants... pas voyous ...pas racistes »

## Elections professionnelles

L'actualité est marquée par la préparation et les résultats de nombreuses élections professionnelles dans tous les secteurs. Ce sont des moments de luttes avec de nouvelles victoires à arracher. Si certaines organisations veulent se compter. La CGT veut donner plus de poids aux salariés pour se faire entendre. Dans le secteur privé, de nombreuses élections ont lieu tous les jours, dans le contexte de mise en place des CSE et nombre d'entre elles témoignent d'un renforcement du vote CGT, à l'exemple de la Somme.

### Résultats CGT

**Médiamétrie** : 55,79% en progression

**Saint Frères** : 27.27%

La CGT s'implante pour la première fois

**Novares** : nouvelle progression : 63,49%

**Roquette** : Suite à la reconstruction du syndicat CGT, 28.35% sur le 1<sup>er</sup> collège

**Hutchinson** : 71,7% sur le premier collège.

**XPO logistics à Roye** : 85%

## Elections CSE à la SNCF

Malgré une baisse des effectifs (-7586 inscrits) et l'instauration du vote électronique qui a été un obstacle au vote, ces élections auraient pu amener une recomposition profonde comme le souhaitaient la direction et le gouvernement.

Or, il n'en est rien ! La stabilité est de mise. A l'intérieur de ces résultats, la CGT parvient à progresser de façon significative à l'Exécution (43,25 % soit + 1,27 %) et à la Maîtrise (37,57 % soit + 0,85 %).

La fédération CGT appelle d'ores et déjà les cheminots à rester mobilisés dans les semaines et mois à venir afin de défendre leurs conditions de vie au travail, le maintien et le développement du service public SNCF.

CGT : 34,02 % (- 0,31 %)

UNSA : 23,96 % (+ 0,10 %)

SUD-Rail : 17,28 % (+ 0,45 %)

CFDT : 14,30 % (- 0,85 %)

FO : 7,63 % (- 1,53 %)

## Activités sociales et culturelles

### Attaque sans précédent contre le droit aux vacances, et l'accès à la culture, le gouvernement recule sous la pression syndicale.

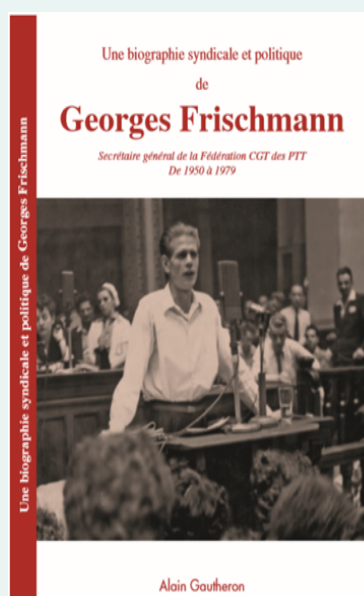
Dans le cadre de l'examen du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2019, l'Assemblée Nationale avait adopté deux mesures visant à modifier les modalités d'attribution des activités sociales et culturelles (plafonnement d'exonération, nouveaux dispositifs de fiscalisation). Onze millions de salariés et de retraités ressortissants de 33000 CE et CSE auraient été concernés par cette remise en cause des activités sociales et culturelles.

La CGT a vivement protesté contre ce coup de force. Les sénateurs ont décidé de retirer l'article polémique du PLFSS, pour autant cette question n'est pas réglée, loin de là.

### Biographie

Alain Gautheron, responsable de l'Institut d'Histoire Sociale de la FAPT (ex FD PTT), lui-même secrétaire général de la fédération entre 1998 et 2004 a côtoyé Georges Frischmann pendant trois décennies. Dans une passionnante biographie syndicale et politique, l'auteur retrace le parcours militant de Georges Frischmann dans une période de notre histoire faite de profondes transformations, de puissantes luttes sociales, mais aussi d'espoirs déçus.

*Une biographie syndicale et politique de Georges Frischmann, Alain Gautheron, 2018, en vente à l'IHS CGT Fapt, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil Cedex, 12€*



### Main basse sur l'énergie

Depuis 2007, le secteur de l'énergie est entièrement ouvert à la concurrence, face aux risques de la marchandisation de l'énergie, il faut réaffirmer la nécessité de revenir à un vrai service public de l'énergie, qui œuvre à l'intérêt général. Ce projet, c'est celui que porte la Fédération nationale CGT des mines et énergies (FNME-CGT).

Ainsi, « Main basse sur l'énergie » se propose de visiter, à travers six épisodes inspirés du feuilleton culte des années 60 « Les Incorruptibles », les années passées où a prospéré une mafia de l'énergie. Ses nouveaux gangsters, ses politiciens plus ou moins véreux et ses résistants : les nouveaux Eliot Ness, garants d'un service public de l'énergie plus que jamais indispensable.

A voir sur le site : <http://crpicardie.reference-syndicale.fr/2018/10/main-basse-sur-lenergie-un-film-eloquent-sur-la-privatisation-du-secteur/>



### On n'est pas que des valises

D'Hénin-Beaumont à Wall Street, l'épopée extraordinaire des ouvrières de l'usine Samsonite. Sept ex-ouvrières sont sur scène, entourées de professionnels, pour vous raconter leur lutte exemplaire. Une histoire vraie, un conte moderne avec une bonne dose d'espoir, de chaleur et d'humanité. Site Web : [www.atmosphere-theatre.fr](http://www.atmosphere-theatre.fr)

*Atmosphère Théâtre  
Théâtre dès 14 ans  
10h - Centre Culturel Jacques Tati - Amiens  
24 janvier 2019  
DURÉE : 1h30*

